

VD_FINDINFO Décision / 2014 / 472 vom 3. Juni 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-06-03, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2014__472

FR: VD_FINDINFO Décision / 2014 / 472 du 3 juin 2014

IT: VD_FINDINFO Décision / 2014 / 472 del 3 giugno 2014

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 03.06.2014 Décision / 2014 / 472

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL ACH 49/14 - 75/2014 ZQ14.016611 COUR DES ASSURANCES SOCIALES _____

Décision du 3 juin 2014 _____ Présidence de M. Neu, juge unique Greffier : M. Addor ***** Cause pendante entre : J. _____, à Morges, recourante, et SERVICE DE L'EMPLOI, Instance Juridique Chômage, à Lausanne, intimé. _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 14 avril 2014 par J. _____ à l'encontre de la décision sur opposition prise le 31 mars 2014 par le Service de l'emploi, vu la réponse déposée le 20 mai 2014 par le Service de l'emploi, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par la recourante le 2 juin 2014 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : Le greffier : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Mme J. _____, ■ Service de l'emploi, Instance Juridique Chômage, ■ Secrétariat d'Etat à l'économie, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.